

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Finances publiques : en liaison avec la contraction de la croissance au T1, les recettes publiques de la Chine se sont fortement contractées de -14,3%, soit le recul le plus prononcé depuis janvier 2009 ; les dépenses publiques ont également diminué de -5,7%, malgré l'augmentation de +4,8% des dépenses de santé

Chômage : en dépit de la relative stabilisation du taux de chômage urbain, le taux de chômage effectif est en forte hausse, ce qui devrait peser durablement sur la consommation des ménages

ECONOMIE ([ici](#))

Economie : la Chine renforcera les mesures de soutien aux personnes en difficulté et aux petites entreprises

Politique budgétaire : le ministère des Finances a augmenté le quota de special purpose bonds de 1 000 Mds RMB (140 Mds USD) que les collectivités peuvent émettre de manière anticipée

Politique monétaire : dans le sillage de la baisse du taux de MLF, les taux de crédits pratiqués par les banques à leurs meilleurs risques ont également été abaissés

Entreprises d'Etat : les bénéfices des entreprises d'Etat (SOE) administrées au niveau central hors secteur financier chutent de -58,8% au T1-2020

Immobilier : les prêts de secours aux PME financent probablement le marché immobilier à Shenzhen

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Banques : le taux de créances douteuses (NPL) dans le secteur bancaire s'élève à 2,04% en mars 2020, une hausse de 0,06 ppt par rapport à décembre 2019

Marché financier : la forte baisse des taux de marché interbancaires ne semble pas diffuser à l'économie réelle, en liaison avec des comportements d'arbitrage vers les dépôts à moyen et long termes

Fintech : la monnaie numérique de la PBoC est désormais en phase de test dans quatre villes pilotes

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relation US-Chine : le US-China Business Council publie son rapport annuel des exportations américaines vers la Chine

Relation UE – Chine : appel téléphonique entre Liu He et Valdis Dombrovskis

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Covid-19 : enquête de l'AmCham sur l'impact de la pandémie sur la chaîne d'approvisionnement des entreprises américaines en Chine

Covid-19 : la Chine négocie des procédures permettant au personnel d'entreprises étrangères de rentrer sur le territoire

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Propriété intellectuelle : L'Administration de la propriété intellectuelle (CNIPA) a publié le 20 avril son plan d'action pour 2020-2021.

Propriété intellectuelle : La 12ème semaine de promotion de la propriété intellectuelle est organisée en Chine du 20 au 26 avril 2020.



Automobile : les entreprises chinoises accélèrent sur les véhicules autonomes

Divertissements : les autorités chinoises restreignent l'accès aux jeux vidéo en ligne

Economie numérique : Alibaba va investir 200 Mds CNY (26,2 Mds EUR) pour développer ses « nouvelles infrastructures »

Politique industrielle: le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) présente une nouvelle liste de zones industrielles d'excellence

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS [\(ici\)](#)

Transport aérien : une offre cargo toujours en tension, mais facilitée à Shanghai par un assouplissement des contrôles sanitaires imposés jusqu'alors aux équipages

Transports : reprise de l'activité du fret en mars, qui reste en forte baisse par rapport à 2019

Transport aérien : la reprise du trafic aérien de passagers sur le marché domestique reste à confirmer

Développement durable : le Président Xi Jinping visite un parc national dans le Shaanxi, après la destruction de plus d'un millier d'habitations illégales

Pollution et accident industriels : explosion dans une usine chimique à Lianyungang dans la province du Jiangsu le 21 avril

Energie : accélération des projets d'infrastructures de stockage de gaz naturel

Energie : premier approvisionnement de GNL des Etats-Unis vers la Chine depuis la signature de la phase I de l'accord commercial sino-américain

ACTUALITES REGIONALES [\(ici\)](#)

Shanghai : annonce des résultats économiques au T1-2020

Zhejiang : annonce de plans provinciaux et grands projets pour le développement des transports

Hubei : le Covid19 provoque une chute de de la croissance de -39,2% au T1-2020

Hunan : la crise liée au coronavirus provoque un repli de la croissance du PIB de -1,9% en glissement annuel au T1-2020

Jiangxi : contraction de la croissance du PIB de -3,8% au T1-2020

HONG KONG ET MACAO [\(ici\)](#)

Politique monétaire : Le HKD a atteint son niveau maximal depuis 2015 obligeant la HKMA à intervenir sur les marchés ; La HKMA a lancé une facilité temporaire de liquidité en USD à destination des banques, dotée de 10 Mds USD

Soutien aux PME : la HKMA a demandé aux banques d'étendre du 1^{er} mai au 31 octobre le délai de remboursement des prêts aux PME ; Dans le cadre des garanties à 100% des prêts délivrés aux PME par les banques hongkongaises, la HKMA a doublé le montant maximum du prêt par entreprise et la période de moratoire sur le remboursement du principal

Economie & Finance : Fitch a abaissé le 20 avril la notation souveraine de Hong Kong de AA à AA- avec perspective stable ; Le taux de chômage atteint 4,2% pour la période janvier-mars ; Le débat parlementaire sur le budget 2020-21 a débuté ; L'Indice Hang Seng a reculé de 2% au cours de la semaine dans un climat d'attente des résultats du 1^{er} trimestre

Fintech & cryptomonnaie : La SFC approuve le 20 avril le premier fonds indicel Bitcoin dédié aux investisseurs institutionnels ; Airwallex, une Fintech australienne basée à Hong Kong de paiements transfrontaliers, a levé le 16 avril 2020 160 M USD dans le cadre d'un financement de série D ; OneDegree obtient le 15 avril une licence d'assurance virtuelle pour proposer une



assurance par le biais d'une plate-forme entièrement numérique

Macao : Fitch prévoit un recul du PIB de Macao de 24% en 2020 ; Après un excédent budgétaire de 6,4 Mds USD en 2019, le budget révisé de Macao pour 2020 prévoit le premier déficit depuis la rétrocession, à -4,9 Mds USD ; L'indice des prix à la consommation de Macao a augmenté en mars de +2,47% en g.a.

TAIWAN ([ici](#))

Export : hausse inespérée des commandes au mois de mars

Marché de l'assurance santé privée : hausse des polices « spillover » de plus de 340%

Coronavirus : les services de restauration et les grands magasins fortement impactés

MONGOLIE ([ici](#))

La Banque de Mongolie revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2020 : dans un contexte de contraction des principaux indicateurs macro-économiques et de réévaluation des perspectives de croissance par le FMI et la Banque Asiatique de Développement

1 Md USD d'intervention depuis le début de l'année 2020 : la Banque centrale intensifie sa politique de stabilisation du MNT au risque d'épuiser ses réserves en devises et ce malgré deux importantes échéances de dette au cours de l'année 2020

Annnonce de l'exemption du paiement des charges sociales : le gouvernement exemptera et prendra à sa charge le paiement des cotisations sociales pour 99,9% des entités et ce jusqu'au 1^{er} octobre

CONJONCTURE

Finances publiques : en liaison avec la contraction de la croissance au T1, les recettes publiques de la Chine se sont fortement contractées de -14,3%, soit le recul le plus prononcé depuis janvier 2009 ; les dépenses publiques ont également diminué de -5,7%, malgré l'augmentation de +4,8% des dépenses de santé

Les recettes publiques de la Chine se sont fortement contractées de -14,3% (g.a.) au T1 2020, soit le recul le plus prononcé depuis janvier 2009, en raison du ralentissement brutal de l'activité économique et de la consommation des ménages sur la période ainsi que des exonérations/réductions d'impôts pour les entreprises en difficulté durant l'épidémie. Notamment en mars, les recettes publiques ont enregistré la plus forte baisse mensuelle depuis 1996, soit -26,1% contre -21,4% en février. Au T1 2020, les recettes fiscales ont diminué de -16,4% à 3 903 Mds RMB, tandis que les recettes non fiscales se sont stabilisées de +0,1% à 696 Mds RMB. Les recettes fiscales provenant de la restauration, du transport et des divertissements ont enregistré des baisses notables de -33,2%, -27% et -19,6% respectivement. Les seules recettes fiscales ayant augmenté au T1 sont les impôts sur le revenu des particuliers qui ont progressé de +3,5%, et les droits de timbre qui ont augmenté de +5%. Grâce à la bonne performance du marché boursier au cours du premier trimestre, la perception des droits de timbre sur les titres a bondi de +14,1%.

Les dépenses publiques ont également diminué de -5,7% au T1 2020 du fait de l'arrêt des activités sociales et économiques. Cependant, compte tenu de la propagation de l'épidémie, on constate une augmentation de +4,8% des dépenses de santé. A noter également que le Ministère des Finances a dépensé au total 145 Mds RMB pour la prévention et le contrôle de l'épidémie et 156 Mds RMB pour les personnes en difficulté.

Chômage : en dépit de la relative stabilisation du taux de chômage urbain, le taux de chômage effectif est en forte hausse, ce qui devrait peser durablement sur la consommation des ménages

Comme on l'avait indiqué dans les précédentes brèves, le taux de chômage urbain publié vendredi 17 avril est apparu en net recul en mars, revenant de 6,2% à 5,9% par rapport à février. Cette situation est toutefois infirmée par un recul de 27% des créations d'emplois au T1 2020 par rapport à la période correspondante de 2019. Par ailleurs, le nombre de travailleurs migrants est revenu de 174 M à 123 M entre le T4 2019 et le T1 2020. L'écart entre ces deux chiffres, soit 51 millions d'agents économiques et 9% de la population active non agricole, ont probablement été contraints de rester à demeure dans les régions dont ils sont originaires, faute d'avoir pu conserver/retrouver leur emploi dans les villes où ils travaillaient jusqu'à fin 2019. L'hôtellerie/restauration, le commerce de gros et de détail ainsi que la logistique (qui emploient un tiers de la population active dans le secteur secondaire et tertiaire et contribuent au PIB pour 16%) ont été les principaux secteurs concernés par ces destructions d'emplois, en liaison avec la chute brutale de leur activité (de manière peu anodine, il s'agit également des secteurs où le taux de NPL est beaucoup plus élevé que la moyenne, ce qui rendra plus ardue leur survie).

Au-delà de cette destruction probable d'emplois précaires, le revenu moyen des travailleurs migrants aurait reculé de 8% (g.a.) au T1 2020, alors qu'il avait progressé de 6% au T4 2019 ; il en serait résulté une perte de revenu de 240 Mds par mois au T1 2020 par rapport au trimestre précédent, ce qui correspond à 9% des ventes de détail réalisées au T1 2020. Notons également que les indemnités mensuelles au chômage demeurent faibles (2000 RMB, soit 300 USD mensuels), ce qui explique que les personnes éligibles décidant d'y recourir ne se soient élevées qu'à 2,3 M de salariés urbains. Les



ressources du fonds abondant les prestations chômage ont cependant augmenté nettement depuis la crise de 2007, passant de 100 Mds en 2007 à 600 Mds RMB fin 2019.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECONOMIE

Economie : la Chine renforcera les mesures de soutien aux personnes en difficulté et aux petites entreprises

Le 21 avril, le Politburo a décidé de renforcer les soutiens ciblés aux personnes en difficulté et aux petites entreprises, dans le cadre des efforts pour relever les défis auxquels l'économie est confrontée.

Davantage d'efforts seront déployés pour renforcer l'aide aux personnes qui vivent dans la pauvreté, celles qui vivent des allocations minimum ou qui sont sans emploi. Dans la construction des projets nationaux majeurs, la priorité des emplois sera donnée à ceux qui vivent dans la pauvreté. Le Politburo a aussi élargi l'accès aux indemnités de subsistance minimum et à l'assurance chômage pour couvrir toutes les personnes éligibles.

Afin de renforcer les soutiens financiers aux micro- et petites entreprises, la réunion a décidé de réduire temporairement le ratio de couverture des provisions des petites et moyennes banques de 20 points de pourcentage à 100%-130%, de manière à inciter ces institutions à prêter davantage. Le système bancaire chinois comptait fin février environ 6 000 Mds RMB (847 Mds USD) de provisions, couvrant 181% des créances douteuses (*Non-performing loans, NPL*). En outre, le poids de la « finance inclusive » (les prêts inférieurs à 10M RMB accordés aux PME et aux particuliers pour des raisons opérationnelles) s'élève à plus de 10% dans l'évaluation de la performance des succursales et filiales des banques, afin de les inciter à accorder davantage de prêts aux micro- et petites entreprises.

Pour les micro- et petites entreprises, ainsi que les entreprises privées dans l'industrie des services qui sont locataires des propriétés d'Etat, le Politburo a appelé à les exempter de trois mois de loyers au premier semestre de l'année. Les SOEs propriétaires offrant des réductions ou exemptions de loyers bénéficieront de l'allégement fiscal et des prêts à un taux d'intérêt réduit.

Politique budgétaire : le ministère des Finances a augmenté le quota de *special purpose bonds* de 1 000 Mds RMB (140 Mds USD) que les collectivités peuvent émettre de manière anticipée

Afin de promouvoir les investissements en infrastructures, le ministère des Finances a augmenté le quota de *special purpose bonds* (SPB) de 1 000 Mds RMB (140 Mds USD) que les collectivités peuvent émettre de manière anticipée avant la fin mai, afin de promouvoir les investissements en infrastructure. Le gouvernement chinois avait déjà agréé un montant total de 1 290 Mds RMB au titre des SPB et 558 Mds RMB au titre des obligations générales locales. Au 15 avril, 1 569 Mds RMB d'obligations étaient émises, soit 85 % du quota initial, en hausse de +26% (g.a.) par rapport à la même période de 2019.

Pour mémoire, les SPB ont été introduits en 2015 et sont destinés aux investissements dans des projets d'infrastructure et de services publics marchands. Ils doivent être remboursés par des revenus générés de ces projets, contrairement aux obligations générales, qui peuvent être remboursées par des recettes fiscales. Les quotas annuels de dette sont habituellement déterminés par l'Assemblée nationale populaire lors de sa session annuelle en mars (lianghui), qui est cependant reportée en raison du Covid-19 cette année.

Politique monétaire : dans le sillage de la baisse du taux de MLF, les taux de crédits pratiqués par les banques à leurs meilleurs risques ont également été abaissés

Consécutivement à la réduction par la PBoC du taux de la facilité de prêt à moyen terme (*Medium-term Lending Facility, MLF*) de 20 pdb le 15 avril, les taux des *Loan Prime Rate (LPR)* à un an et cinq ans ont été abaissés, respectivement, de 4,05% à 3,85% et de 4,75% à 4,65%. Il s'agit de la réduction la

plus importante depuis la réforme de LPR en août 2019. La précédente baisse du taux des LPR remonte au 20 février, de 10 pdb à 1 an et 5 pdb à 5 ans.

Pour mémoire, la PBoC a annoncé le 16 août un changement de méthodologie de calcul du LPR, qui devra désormais servir de référence pour la détermination des taux d'intérêt pour les nouveaux prêts bancaires. Les banques doivent désormais déterminer le nouveau taux mensuel, chaque 20 du mois, en ajoutant quelques points de base à leur coût d'emprunt auprès de la PBoC lors des opérations d'*open market* (principalement les MLF). La PBoC a explicitement souligné que l'objectif de cette réforme était de réduire les coûts de financement pour les entreprises et d'améliorer le mécanisme de transmission de la politique monétaire.

Entreprises d'Etat : les bénéficiaires des entreprises d'Etat (SOE) administrées au niveau central hors secteur financier chutent de -58,8% au T1-2020.

Un porte-parole de la Commission de supervision et d'administration des actifs de l'Etat (SASAC) a annoncé lors d'une conférence de presse le 20 avril que les bénéfices réalisés par les entreprises d'Etat supervisées directement par le gouvernement central s'élevaient à 130,4 Mds CNY (16,9 Mds EUR) sur le premier trimestre, contre 316,5 Mds CNY (41 Mds EUR) au T1-2019. 26 des 97 entreprises d'Etat administrées au niveau central accuseraient des pertes nettes. Le ratio de dettes sur PIB des entreprises d'Etat demeure stable, à 65,6% (contre 65,5% au T1-2019). Selon la SASAC, l'impact de la chute des prix du pétrole sur les entreprises du secteur de l'énergie est l'un des facteurs explicatifs de la chute des bénéfices, dans un contexte de chute de -20% des ventes de produits raffinés au T1-2020. Le gouvernement ne devrait guère tabler sur une augmentation des dividendes versés par les SOEs centrales pour financer le surcroît de dépenses conjugué à une diminution des recettes budgétaires résultant des implications économiques du covid-19. En 2019, les dividendes versés par les SOEs non financières au budget du gouvernement central se sont élevés à 39 Mds CNY (5,1 Mds EUR), soit 2,4% du total de leurs profits (1654 Mds CNY soit 216 Mds EUR).

Immobilier : les prêts de secours aux PME financent probablement le marché immobilier à Shenzhen

Une récente flambée des prix des logements à Shenzhen inquiète les régulateurs chinois qui ont ainsi lancé une enquête pour savoir si les prêts de secours aux PME dans le contexte de la pandémie de Covid-19 servaient à financer des achats immobiliers.

La hausse des prix des logements à Shenzhen est en tête des principales villes en Chine (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) depuis mars. Les prix des logements neufs ont augmenté de 0,5% en mars (g.m.) et les prix des logements anciens ont augmenté de 1,6% (g.m.), alors que les prix des logements neufs et anciens ont enregistré une performance médiocre avec 0,2% (g.m.) et 0,5% (g.m.) de croissance dans les principales villes en mars.

Cette spéculation du marché immobilier est probablement due aux PME qui profitent des prêts à taux d'intérêt bonifié pour investir dans l'immobilier. Le gouvernement chinois a considérablement accru son soutien aux crédits à l'économie, principalement pour aider les PME en difficulté touchées par l'épidémie de coronavirus. Avec la bonification par le gouvernement de Shenzhen qui a distribué au total 3 Mds RMB, les PME peuvent obtenir des prêts commerciaux garantis à des taux d'intérêt aussi bas que 2%, contre 3,9% à 4,5% normalement. La PBoC à Shenzhen a publié le 20 avril un avis interne aux banques commerciales opérant dans la ville, leur demandant de déclarer l'encours de ces prêts aux PME, de vérifier l'authenticité de l'objet social des emprunteurs, la date de création de ces entreprises et la date à laquelle elles ont acquis les propriétés mobilisées comme garantie pour les prêts. Un haut responsable du régulateur bancaire a déclaré à Caixin que les banques avaient été invitées lors de la réunion à renforcer leur politique de gestion des prêts afin de s'assurer que les prêts



aux PME n'étaient pas destinés à des opérations immobilières, tout en veillant à ce que ces mesures de contrôle n'entraient pas le soutien aux PME.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Banques : le taux de créances douteuses (NPL) dans le secteur bancaire s'élève à 2,04% en mars 2020, une hausse de 0,06 ppt par rapport à décembre 2019.

Le taux de créances douteuses (NPL) dans le secteur bancaire s'élève à 2,04% en mars 2020, une hausse de 0,06 ppt par rapport à décembre 2019. Cette annonce est à mettre en perspective avec la hausse des nouveaux prêts bancaires (+12,7% en mars contre +12,1% en février). Avec 460 000 entreprises en faillite au T1 2020, les créances douteuses détenues par les banques chinoises devraient selon la plupart des analystes fortement augmenter dans l'année, des estimations cohérentes avec les résultats des *stress-test* de la PBoC conduits en novembre 2019 qui prévoyaient une brutale remontée des taux de NPL de 1,4% à 5,4% (respectivement 7,4%) si la croissance venait à reculer de 21% (respectivement 38%) par rapport au taux de croissance de 6,7% atteint en 2018.

Pour mémoire, une réforme des quatre structures de défaillance (AMC) nationales créées au début de la décennie 2000 et à laquelle s'ajoute une nouvelle entité depuis mars 2020 est actuellement élaborée par le régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC), notamment dans le but de réduire les risques liés à la croissance des créances douteuses. Cette réforme reposerait notamment sur la création d'une société holding dotée d'un rang administratif équivalent à celui d'une entité coiffée par un vice-ministre pour superviser ses AMCs nationaux.

Marché financier : la forte baisse des taux de marché interbancaires ne semble pas diffuser à l'économie réelle, en liaison avec des comportements d'arbitrage vers les dépôts à moyen et long termes

Consécutivement aux différentes mesures d'assouplissement monétaire destinées à diffuser à l'économie réelle par l'intermédiaire d'une activation du canal du crédit, dont l'une des plus emblématiques a été la diminution du taux de rémunération servie par la PBoC sur les réserves excédentaires, de 0,72% à 0,35% pour la première fois depuis 2008, le taux *overnight* SHIBOR a atteint un niveau plancher de 0,7% en fin de semaine dernière, niveau jamais atteint depuis le début de la série en 2007. Ce taux est légèrement remonté depuis, à quelque 0,9% jeudi 23 avril. Si une partie de ces excédents de liquidité a probablement facilité l'absorption des titres à taux fixe émis sur la période, notamment en raison des *spreads* offerts par rapport à la rémunération de l'argent au jour le jour, l'autre semble avoir été détournée de l'objet auquel elle était censée répondre ; les entreprises du secteur non-financier se livraient à des arbitrages financiers, empruntant à court terme pour placer l'argent à moyen et long termes sous forme de dépôts bancaires. D'après le groupe Rhodium, ces placements auraient augmenté de 851 Mds RMB en mars.

Fintech : la monnaie numérique de la PBoC est désormais en phase de test dans quatre villes pilotes

La PBoC a confirmé la mise en phase de test du projet de monnaie digitale dans lequel elle s'est investie depuis plusieurs années, avec notamment la création d'un institut de recherche en vue de développer une monnaie numérique (DC/EP, digital currency / electronic payment) et la création d'une filiale en juin 2018, la Shenzhen Fintech Co. La phase de test de la monnaie numérique de banque centrale a démarré dans 4 villes pilotes : Shenzhen, Xiong'an, Chengdu et Suzhou, l'objectif, à ce stade encore hypothétique étant une mise en application lors des Jeux Olympiques d'hiver qui se tiendront à Pékin en 2022.

Des informations officieuses repercutées auprès de journalistes (*21st Century Business Herald, Caixin*) accréditent l'idée qu'à l'initiative de la PBoC les quatre grandes banques commerciales (ICBC, CCB, ABC, BoC) sont en train d'effectuer des tests internes sur des « scénarios d'atterrissage » de la monnaie



digitale et que certains de leurs employés ont déjà commencé à utiliser des applications pour effectuer des paiements, tel que celui de leur cotisation au Parti Communiste Chinois.

Selon *21st Century Business Herald*, la Bank of China (BOC) aurait identifié plusieurs scénarios internes de la monnaie numérique dans un projet intitulé "Projet 321". Les conditions de sa mise en expérimentation seraient quasi mûres suite à de nombreux tests préliminaires. La BOC aurait déjà commencé dans certains endroits, Shenzhen notamment, des expérimentations via son App existante qui héberge pour l'instant les « scénarios » de la monnaie numérique. Concrètement, l'utilisateur peut effectuer des paiements via son portefeuille électronique DC/EP rechargé grâce à sa carte bancaire (ou ses cartes bancaires).

Selon d'autres informations, les employés des administrations ainsi que des entreprises du District de Xiangcheng de la ville de Suzhou dont les salaires sont versés via les 4 grandes banques commerciales (ICBC, ABC, BOC, CCB) bénéficieraient de l'installation du portefeuille numérique au cours du mois d'avril. 50% des subventions au transport, une partie du salaire, leur seraient versées sous forme de monnaie numérique pour le mois de mai. D'après M. MU Changchun, chef de l'Institut de recherche de la monnaie numérique de la PBoC, il suffirait de procéder tout simplement à un contact entre deux téléphones portables allumés ayant chacun un portefeuille numérique DC/EP pour effectuer des transferts d'argent sans besoin de réseau.

Les marchés boursiers ont réagi à cette information: les valeurs des titres en relation avec la monnaie numérique (*Whole easy internet technology, GRGBanking, Hengbao*) ont augmenté considérablement pendant deux jours consécutifs. Une quinzaine de titres ont atteint leurs limites quotidiennes en termes d'augmentation de valeur le 15 avril.

En termes de substitut, la DC/EP a vocation à se substituer partiellement à la base monétaire M0. M. Xiao Lei, analyste financier, estime que la substitution partielle de M0 par la DC/EP devrait pouvoir se concrétiser progressivement, à hauteur de 30-50% en 2-3 ans. Et durant cette période, la majeure partie du numéraire (billets et pièces) utilisé à l'échelle nationale serait remplacée par la DC/EP. Selon des rapports de recherche de la *CITIC Securities*, la mise en oeuvre par la banque centrale de la monnaie numérique se substituant à une partie de M0 porterait sur quelque mille milliard RMB à moyen et long termes, étant donné que M0 s'élève à 8 300 Mds RMB avec un taux de croissance annuel tombé progressivement à moins de 5%.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relation US-Chine : le US-China Business Council publie son rapport annuel des exportations américaines vers la Chine

Le *US-China Business Council* a publié le « *2020 State Export Report* » cette semaine - le rapport annuel sur les exportations américaines par Etat fédéral vers la Chine.

Selon ce rapport, les **exportations de biens** ont connu une chute de presque 18 % entre 2017 et 2019, de 127 Mds USD (soit le niveau le plus élevé pour la décennie) à 105 Mds USD (soit le niveau le plus bas depuis 2011).

Seulement 20 des 50 États ont vu leurs exportations vers la Chine augmenter entre 2018 et 2019, et seulement 25 États ont plus exporté en 2019 qu'en 2010.

Entre 2010 et 2019, les exportations de biens américains vers la Chine ont connu une croissance de seulement 16 %, par rapport à 29 % vers le reste du monde. La Chine reste cependant le troisième plus grand client des Etats-Unis en 2019, après le Canada et le Mexique.

Les **exportations de services**, ont augmenté de 230 % entre 2009 et 2018 à 55,3 Mds USD (les données pour 2019 ne sont pas encore disponibles). Le rythme de croissance a décéléré ces deux dernières années : 2 % en moyenne entre 2016 et 2018 par rapport à 18 % en moyenne entre 2009 au 2016.

La Chine est le troisième client mondial pour les services américains, derrière le Royaume-Unis et le Canada. En 2018, la Chine représentait le marché le plus important d'exportations de services pour 8 États fédérés.

Le ministère du Commerce chinois a réagi au rapport dans sa conférence de presse hebdomadaire:

« [...] Touchées par les frictions économiques et commerciales sino-américaines, la valeur des exportations américaines vers la Chine a fortement chuté au cours des deux dernières années, ramenant la croissance des exportations américaines vers la Chine au cours de la dernière décennie à 16 %, tandis que les exportations américaines vers le reste du monde ont augmenté de 29 %. Cela prouve une fois de plus qu'il n'y a pas de vainqueur dans la guerre commerciale. [...] La Chine et les États-Unis devraient saisir l'occasion de mettre en œuvre l'accord Phase 1 pour se rapprocher l'un vers l'autre, renforcer la coopération, gérer les différences, essayer de réduire l'instabilité des relations économiques et commerciales bilatérales, éviter des nouvelles restrictions au commerce et à l'investissement et promouvoir conjointement la coopération commerciale et économique bilatérale. [...] Dans le contexte de la propagation mondiale de la pandémie du Covid-19, il est très important de maintenir la stabilité économique de la Chine et des États-Unis».

[Lire le rapport](#)



Relation UE – Chine : appel téléphonique entre Liu He et Valdis Dombrovskis

Le vice-Premier ministre Liu He et le vice-Président exécutif de la Commission européenne Valdis Dombrovskis se sont entretenus par téléphone le 17 avril. D'après un tweet de Valdis Dombrovskis, les parties continuent de travailler sur l'accord d'investissement UE-Chine dont les négociations devraient être conclues avant la fin de l'année. Les médias d'Etat chinois ont seulement mentionné une "communication constructive" concernant le Covid-19, les politiques macroéconomiques et l'accord d'investissement.

D'après le [South China Morning Post](#), des diplomates européens auraient déclaré que les négociations s'avéraient difficiles notamment sur la question de l'accès au marché ainsi que l'instauration de conditions équitables pour les entreprises.

Retour au sommaire ([ici](#))

CLIMAT DES AFFAIRES

Covid-19 : enquête de l'AmCham sur l'impact de la pandémie sur la chaîne d'approvisionnement des entreprises américaines en Chine

La Chambre de commerce américaine en Chine (*AmCham*) et *PricewaterhouseCoopers (Pwc)* ont conjointement publié une enquête concernant l'impact du Covid-19 auprès de 25 entreprises américaines (principalement des grandes entreprises réalisant un CA mondial de plus de 500 Mds USD et étant présent en Chine depuis plus de 20 ans). L'enquête a été réalisée entre le 6 et le 13 mars.

- Près de la moitié (48 %) des entreprises sondées indiquent que leur niveau d'opération est en-dessous du niveau normal
- 68 % affirment que la demande pour leurs produits ou services est plus faible qu'en temps normal.
- La logistique est citée comme étant le plus grand enjeu à court terme, suivi par l'impossibilité de la reprise de la production de leurs fournisseurs.
- Toutes les entreprises sondées estiment que les politiques et les mesures mises en place par les autorités chinoises pour soutenir les entreprises touchées par le Covid-19 s'appliquent aux entreprises étrangères et chinoises de manière équitable.
- A court terme, plus de 70 % des entreprises n'envisagent pas de détourner leur production ou leur approvisionnement hors de Chine du fait de la pandémie. 24 % des entreprises pourraient cependant diversifier leur approvisionnement ; 12 % déplacer leur production hors de Chine. sont deux fois plus que celles envisageant de délocaliser leurs chaînes de production (12 %).
- A long terme, 40 % des entreprises sondées n'ont aucune intention de diversifier leur approvisionnement mais 52 % jugent qu'il est encore tôt pour répondre à cette question.
- Environ un tiers des entreprises sondées jugent que la pandémie a un impact limité sur leurs importations et exportations.
- 68 % des entreprises sondées prévoient un retour à la normale de leurs chaînes d'approvisionnement en Chine d'ici moins de trois mois ; 96 % entre trois et six mois
- 44 % des entreprises sondées jugent impossible le scénario de découplage (« *de-coupling* ») des économies chinoise et américaine (par rapport à 66 % selon un sondage effectué en octobre 2019). 20 % jugent que le Covid-19 accélèra le processus de découplage.

Covid-19 : la Chine négocie des procédures permettant au personnel d'entreprises étrangères de rentrer sur le territoire

La Chine est en pourparlers avec certains pays afin mettre en place des procédures accélérées pour permettre aux cadres et aux personnels techniques de voyager en Chine afin d'assurer le bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement mondiales, a déclaré le ministère des Affaires étrangères mardi. La Chine est déjà parvenue à un accord avec Singapour et la Corée du Sud. 200 employés de Samsung ont été autorisés à entrer dans le pays afin de travailler à l'extension d'une usine de puces électroniques. Les ressortissants étrangers ne peuvent pas entrer sur le territoire chinois, sauf exception, depuis le 26 mars.

[Lire la conférence de presse du MOFA](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

L'Administration de la propriété intellectuelle (CNIPA) a publié le 20 avril son plan d'action pour 2020-2021.

Composé de 133 mesures réparties en 8 sections, il adresse des thématiques larges, allant de la révision des lois et règlements de propriété intellectuelle au renforcement des garanties organisationnelles pour en assurer la protection.

Si ce plan ne s'y résume pas, il est la matérialisation des engagements de la Chine dans le cadre de l'accord commercial US-Chine de phase 1. Le premier chapitre de l'accord, dédié à la propriété intellectuelle, prévoyait en effet la publication, dans les 30 jours à compter de son entrée en vigueur, d'un plan d'action de renforcement de la protection de la propriété intellectuelle. Il était d'ailleurs précisé que ce plan d'action devait inclure, mais pas nécessaire y être limité, les mesures que la Chine envisage de prendre pour mettre en œuvre ses obligations dans le cadre de ce chapitre. La Chine a donc choisi d'intégrer les mesures spécifiques à cet accord dans le cadre d'un plan de travail plus large. Sa publication a quant à elle certainement été retardée du fait de la situation sanitaire inédite dans un contexte de pandémie de COVID-19.

Renforcement de la protection judiciaire et administrative de la PI, structuration d'un mécanisme de protection permettant une meilleure collaboration entre les parties prenantes, implication des administrations de PI dans la mise en œuvre du système de crédit social, ou encore renforcement de la coopération à l'international, sont tout autant de sujets adressés par le plan de travail. Celui-ci s'inscrit dans le cheminement de la Chine vers un renforcement à tous les niveaux son système de propriété intellectuelle.

[Accéder au plan de travail \(en chinois\)](#)

La 12ème semaine de promotion de la propriété intellectuelle est organisée en Chine du 20 au 26 avril 2020.

Chaque année, le 26 avril, est célébrée la Journée Mondiale de la Propriété Intellectuelle. En 2009, la Chine a décidé de faire un pas de plus dans la promotion de la propriété intellectuelle, en instaurant la "Semaine de Promotion de la Propriété Intellectuelle", autour de la journée mondiale.

L'édition 2020 de la journée mondiale de la propriété intellectuelle a pour thème "Innover pour un avenir vert". Dans le contexte de pandémie de COVID-19, la Chine a décidé de se concentrer plus particulièrement sur la santé et a axé sa semaine de promotion de la PI sur le thème "Propriété intellectuelle et Chine en bonne santé". Cette semaine de promotion, qui est cette année organisée du 20 au 26 avril, a vu ses traditionnelles conférences et rencontres déplacées en ligne. La semaine a été inaugurée par une vidéo de présentation, avec la participation de Shen Changyu, commissaire de L'Administration de la propriété intellectuelle (CNIPA), Francis Gurry, Directeur Général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), et d'autres personnalités chinoises issues d'administrations également actrices de la propriété intellectuelle.

[Pour en savoir plus sur l'édition 2020 de la semaine de promotion de la propriété intellectuelle en Chine](#)

Automobile : les acteurs chinois accélèrent sur les véhicules autonomes

Baidu, dont le programme Apollo avait été nommé « champion national du véhicule intelligent et connecté » par le Ministère des sciences et technologies (MOST) en novembre 2017, a [annoncé](#) le 20 avril le lancement à Changsha (Hunan) d'un service de robots-taxis sur la base d'un projet-pilote limité à certaines zones de la ville. Pour raison de sécurité, un conducteur humain sera présent dans chaque véhicule mais ne devrait intervenir qu'en cas d'urgence. Dans une [lettre interne](#), Li Zhenyu (vice-président du groupe) dresse le bilan du projet Apollo : à l'heure actuelle, le projet aurait été testé dans 24 villes et 100 000 trajets « sécurisés » auraient été effectués. Le 9 avril, Baidu avait déjà [annoncé](#) le lancement de son programme « *Ace transportation engine* » (ACE交通引擎), déjà déployé dans 10 villes en Chine, dont Pékin et Changsha, et a remporté récemment des appels d'offres à [Chongqing](#), Hefei et Yangquan. Le projet ACE vise à intégrer les systèmes des véhicules Apollo aux infrastructures urbaines connectées, ouvrant la voie à des synergies avec des applications de *smart city*, un concept qui, en Chine, allie les usages d'urbanisme et de surveillance. L'approche présentée par Baidu suit le schéma « 1 + 2 + n » :

- une base donnée unique regroupant les données issues des différentes applications de l'écosystème Baidu : véhicules (OS Xiaodu), route (logiciel 飞将), cloud (百度智能云) et géolocalisation (Baidu Maps) ;
- deux « moteurs intelligents », qui sont à la base de cette infrastructure : Apollo mais aussi un système distinct de « contrat véhicule-route » (车路协同) ;
- n applications d'écosystèmes, comme par exemple : le stationnement intelligent, la « gouvernance des transports » (交通治理), le fret intelligent etc.

Cela étant, Apollo présente certaines difficultés. Alors que le programme est basé sur la collaboration entre entreprises, qui doivent chacune contribuer au développement de certaines briques technologiques (conception automobile, détection d'obstacles, capteur de vent, caméra, etc.), l'implication des différents acteurs semble relatif ; le niveau d'investissement de Baidu dans Apollo aurait en outre fortement baissé en 2019. D'un point de vue technologique, Apollo continue ainsi d'accuser un retard certain sur le programme Waymo mené par Google aux Etats-Unis.

Malgré son statut « champion national » et la conviction de Li Zhenyu (我们不一样 ! « Nous sommes différents ! »), force est de constater que le programme Apollo est de plus fortement concurrencé par d'autres acteurs sur le marché chinois, capables de proposer des services de véhicules autonomes de [niveau L3](#) ou supérieurs. Ainsi, AutoX (soutenu par Alibaba) prévoit de lancer un projet-pilote de robots-taxis à Shanghai ([voir brèves du 2 septembre 2019](#)) et a récemment [ouvert](#) un centre logistique à cette fin. De même, Didi Chuxing (équivalent chinois de Uber, l'entreprise opérait en 2019 environ 10 milliards de trajets par an) a [présenté](#) mi-avril son plan de développement triennal, dans lequel la mobilité autonome occupe une place importante. Dans cette même optique, la filiale du groupe dédiée à la mobilité autonome serait [en passe](#) de lever 300 M USD auprès de Softbank. Enfin, la start-up Pony.ai a levé en mars 400 M USD auprès de Toyota pour financer son développement alors que l'entreprise mène actuellement des projets-pilotes à Pékin et Canton mais aussi en Californie.

[Lire un rapport \(en chinois\) sur les perspectives de développement de l'industrie chinoise des véhicules autonomes \(2020-2023\)](#)

Divertissements : les autorités chinoises restreignent l'accès aux jeux vidéo en ligne

Mi-avril, le gouvernement chinois semble a, selon toute vraisemblance, interdit la vente du jeu « Animal Crossing : New Horizons », très populaire en Chine. Du jour au lendemain, le jeu s'est en effet retrouvé indisponible sur les plateformes de vente habituelles, notamment Taobao. Cette décision est sans doute due au fait que la version en ligne du jeu est utilisée comme plateforme aux activistes hongkongais pour afficher leur hostilité du régime chinois et leurs revendications pro-démocratie.

En janvier 2020, un nouveau « comité d'éthique des jeux en ligne » a été [mis en place](#) sous la tutelle du Département de la publicité du comité central du Parti Communiste composés d' « experts des jeux vidéo et d'académiciens ». Sur les 20 jeux passés en revue par le comité, neuf ont été formellement interdits et 11 ont été approuvés sous condition de modifier leur contenu pour se conformer aux normes chinoises. La régulation chinoise interdit tout contenu « incitant à l'obscénité, à l'usage de drogue, à la violence ou au jeux d'argent » mais aussi les messages à caractère politique remettant en cause « la réputation, la sécurité ou les intérêts de la Chine », voire même « contraires à l'éthique publique, à la culture et aux traditions chinoises ».

Selon Sina, qui a récemment publié des fuites d'un possible [projet de directive](#) du Comité du Parti Communiste de la province du Guangdong, ces mesures répressives pourraient être encore renforcées. Des directives similaires auraient été transmises à Pékin et Shanghai notamment, où les entreprises de jeux vidéo sont nombreuses. Parmi les possibles nouvelles mesures, le gouvernement envisagerait de supprimer les « serveurs internationaux » (全球同服) pour les jeux en ligne afin d'éviter que les internautes chinois y interagissent avec des joueurs étrangers. De même, les joueurs pourraient se trouver obligés de s'enregistrer sous leur réelle identité (pseudonymes interdits) afin de les rendre les joueurs responsables de leurs agissements en ligne. Certains internautes vont jusqu'à [s'inquiéter](#) d'une possible interdiction totale, à terme, des jeux vidéo en Chine – ce qui apparaît très improbable toutefois, les industries créatives faisant partie des priorités de nombreux gouvernements locaux.

Le marché chinois des jeux vidéo représentait en 2019 un chiffre d'affaires total de 231 Mds CNY (30 Mds EUR). Cependant, selon les estimations fin 2019 du site spécialisé [Newzoo](#), il semblerait que la Chine ne soit plus le premier marché mondial, ayant potentiellement été détrônée par les Etats-Unis. Entre mars 2018 et janvier, la Chine [avait gelé](#) les nouvelles licences de jeu vidéo, ralentissant fortement le développement du secteur. Ces restrictions étaient justifiées par la volonté de lutter contre l'addiction des joueurs, en particulier mineurs. Aujourd'hui, des mécanismes sont mis en place pour les groupes du secteur, tels que Tencent, afin de limiter le temps de jeu des mineurs.

Economie numérique : Alibaba va investir 200 Mds CNY (26,2 Mds EUR) pour développer ses « nouvelles infrastructures »

Le groupe Alibaba a [annoncé](#) le 20 avril un investissement de 200 Mds CNY (26,2 Mds EUR) dans sa division *cloud* (Alibaba Cloud Intelligence) répartis sur les trois prochaines années. Selon Canalys, Alibaba contrôlait 46% des parts de marché du cloud en Chine au quatrième trimestre 2019. Alibaba possède des serveurs en Chine mais également aux Etats-Unis et en Europe.

Cette annonce intervient alors que le gouvernement chinois insiste sur sa volonté de relancer l'économie en soutenant les projets de « nouvelles infrastructures ». Selon une déclaration de la Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) du 20 avril, cette dénomination concerne les « infrastructures de l'information » (réseaux 5G, serveurs cloud, infrastructures *big data*, etc.), les « infrastructures d'intégration » (transports intelligents, réseaux énergétiques connectés) et les « infrastructures d'innovation ».



Outre la construction de serveurs, le groupe envisage d'investir cette somme dans pour se développer dans le secteur des semi-conducteurs et des systèmes d'exploitation (OS), deux domaines dans lesquels les acteurs chinois demeurent largement dépendants des technologies américaines. Le gouvernement chinois tente donc de promouvoir des alternatives locales qui seraient « sécurisées » (安全) et contrôlables (可控).

Politique industrielle: le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) présente une liste de zones industrielles d'excellence

Le MIIT a mené une [évaluation](#) des 381 « bases nationales de démonstration des nouvelles industries » (国家新型工业化产业示范基地) en les classant sur une échelle de une à cinq étoiles. Les critères pris en compte sont le niveau de production, la qualité, les capacités d'innovation mais aussi la sécurité et le respect des normes environnementales. Parmi les 30 zones classées au niveau « cinq étoiles », on retrouve notamment: le centre Zhongguangcun à Pékin, la « Silicon and Medicine Valley of China » de Shanghai ou encore la « vallée optique » à Wuhan. 20 de ces sites se situent dans l'Est du pays (dont huit dans la seule ville de Shanghai), six au Centre et seulement quatre à l'Ouest, ce qui illustre le déséquilibre géographique de la Chine en termes de capacités d'innovation. Selon le MIIT, ces zones génèrent chacune en moyenne 350 Mds CNY (46 Mds EUR) de revenus par an. La productivité des employés travaillant dans ces zones est en outre 3,5 supérieure à la moyenne nationale (3,8 M CNY/personne).

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Transport aérien : une offre cargo toujours en tension, mais facilitée à Shanghai par un assouplissement des contrôles sanitaires imposés jusqu'alors aux équipages

L'offre de fret aérien de Chine vers le reste du monde est toujours dans une incroyable dynamique. L'Administration de l'Aviation civile de Chine (CAAC) prévoit pour la semaine du 20 au 26 la circulation de 1989 vols cargo réguliers, dont 1050 appareils tout cargo et 939 appareils à passagers mais circulant à vide, avec du fret en soute (soit +17,7% par rapport à la semaine dernière, deux fois plus qu'en période normale. S'agissant des vols charters, 3178 vols de compagnies chinoises et étrangères ont été approuvés depuis février, ou cinq fois plus qu'en période normale.

Selon Bolloré Logistics, l'aéroport de Shanghai Pudong a connu 3400 vols cargo en mars, et pourrait en recevoir près du double en avril. Malgré tout, la demande continue d'excéder l'offre, confirmant une hausse très significative des coûts. A titre d'illustration, la location sur le marché d'un Boeing 747 tout-cargo se négocie désormais à 1,4 M€, contre 0,45 M€ en temps normal. Par ailleurs, la chaîne d'approvisionnement de matériels médicaux transitant pas Shanghai est sous forte tension, entraînant divers problèmes logistiques, dont des retards, annulations ou sous-optimisations des chargements de fret par vol. Des solutions de déport sont étudiées pour exploiter d'autres aéroports moins saturés, notamment Canton, Shenzhen et Tianjin.

Cela étant dit, des évolutions positives sont constatées sur le plan opérationnel à Shanghai, avec une levée des obligations de dépistage au COVID-19 des personnels d'équipage à leur arrivée, dans l'esprit des orientations interministérielles de l'administration chinoise datant du 13 avril dernier (voir *Brèves hebdomadaires du SER de Pékin - semaine du 13 au 17 avril*). Plusieurs compagnies aériennes, dont Air France KLM, ont pu négocier un protocole leur permettant d'envisager de contourner cette obligation de dépistage des équipage et ouvrant la voie à une reprise de vols directs entre Paris et Shanghai. Pour Air France Cargo, cela devrait conduire à l'abandon de la coûteuse escale technique jusqu'alors nécessaire à Séoul, avec une révision de son programme cargo à compter de début mai. L'opérateur français prévoit une augmentation de ses capacités cargo, à raison d'une rotation quotidienne en Boeing 777 passagers à vide, avec fret en soute (volume d'emport à 150 m3), complétée de 5 fréquences hebdomadaires en 777 *full freighter* (volume d'emport à 600 m3).

S'agissant enfin des conditions de transport de fret en cabine, la CAAC a publié [une notice le 21 avril](#) pour rappeler les conditions à respecter dans ce cas, en fonction de la nature du matériel transporté, du type aéronef et de son organisation intérieure. Les recommandations portent notamment sur l'évaluation des risques et la mise en place d'un plan d'atténuation, notamment pour le transport de matières dangereuses, les méthodes d'emballage, de fixation et d'équilibre du chargement, ainsi que pour les opérations de déchargement.

Transports : reprise de l'activité du fret en mars, qui reste en forte baisse par rapport à 2019

Selon les statistiques du Ministère des transports (MoT) publiées le 22 avril, le transport de fret a enregistré en mars une reprise de l'activité par rapport aux deux mois précédents, mais il reste en forte baisse par rapport à 2019.

Volume de fret transporté (en millions de tonnes) et évolution par rapport à 2019

	Janvier 2020*	Février 2020*	Mars 2020
Fret maritime	758 (-3 %)	584 (-7 %)	734 (-35 %)
dont international	345 (-9 %)	273 (-10 %)	317 (-11 %)
Fret ferroviaire	363 (-1 %)	316 (+6 %)	352 (+1 %)
Fret routier	2 107 (-34 %)	827 (-51 %)	2 534 (-29 %)
Total	3 228 (-26 %)	1 727 (-34 %)	3 620 (-25 %)

*Données réajustées par le MoT le 22 avril.

Pour mémoire, le fret aérien (qui représente habituellement moins de 1 % de l'ensemble du fret) suit depuis quelques mois une évolution spécifique liée en particulier aux exportations chinoises de matériel médical d'urgence.

Cette reprise de l'activité confirme la tendance de l'indice de conjoncture LPI (*Logistics Prosperity Index*) publié il y a trois semaines. Celui-ci s'établissait à points en 49,9 points en janvier ; 26,2 points en février et 51,5 points en mars.

Transport aérien : la reprise du trafic aérien de passagers sur le marché domestique reste à confirmer

En temps normal, ce sont quelques 2 millions de passagers qui sont transportés chaque jour par voie aérienne en Chine, par 17 300 vols. Le 13 février, au plus fort de la crise épidémique, le trafic de passagers a chuté alors à -93,2%. En moyenne, au cours du mois de février 2020, les capacités n'ont été que de 3931 vols par jour, soit -77%.

Depuis fin février, l'Administration de l'Aviation civile de Chine (CAAC) constate une reprise du trafic sur le marché domestique. Au mois de mars, le trafic de passagers s'est élevé à 458 300 pax, avec 6538 vols en moyenne quotidienne, soit un rebond de 20,5% par rapport à février. Sur avril, la progression est plus modeste, à 494 000 pax en moyenne quotidienne (soit +8% par rapport aux tendances de mars). La reprise globale du trafic de passagers reste donc poussive car en avril 2020, il est à moins de 30% de l'étiage, en dépit d'une croissance de l'offre de siège autour de 50 à 55%. Cela représente un taux de remplissage de moins de 60% par vols, en-dessous des seuils de rentabilité de l'industrie (qui se situe au-dessus de 80% de remplissage, hors aides d'Etat).

Cependant, l'opérateur touristique chinois C-Trip envisage un pic de déplacements touristiques au cours du week-end du 1er mai (congés jusqu'au 5 mai en Chine), en tablant sur une hypothèse de multiplication du volume de trafic par 3 ou 4 sur cette période. De son côté, le cabinet d'étude chinois Variflight estime que ce rebond saisonnier conjoncturel pourrait en réalité constituer un point d'inflexion, après lequel le marché intérieur continuerait à s'affermir, retrouvant ainsi progressivement ses capacités et la croissance.

A l'inverse, sur le plan du trafic international de passagers, la fréquentation est toujours largement entravée par les limitations de fréquences (un seul vol hebdomadaire autorisé par paire de points, par pays et par compagnie), ainsi que par les mesures sanitaires, tel le déroutement systématique des vols internationaux à destination de Pékin depuis le 20 mars dernier sur douze points d'escale préalables, où les passagers sont soumis à des examens médicaux. La CAAC indique qu'au cours du mois écoulé depuis la mise en œuvre de ces mesures, sur 30 000 passagers se rendant à Pékin, 87% d'entre eux ont dû effectuer une quarantaine de quatorze jours sur place au point d'escale.

Développement durable : le Président XI Jinping visite un parc national dans le Shaanxi, après la destruction de plus d'un millier d'habitations illégales

Lors de sa visite de quatre jours dans la province du Shaanxi, le Président chinois XI Jinping s'est rendu le 20 avril dans le parc national de Niubeiliang, dans les monts Qinling. Depuis 2003, le nord du parc de Qinling voit les constructions illégales se multiplier. Entre 2014 et 2018, le Président XI avait exprimé à plusieurs reprises son mécontentement vis-à-vis de cette infraction. Or, le gouvernement du Shaanxi n'avait réagi qu'après le sixième rappel à l'ordre par le chef de l'Etat, en juillet 2018. Au début de l'année 2019, plus d'un millier de villas ont été démolies et plusieurs hauts fonctionnaires (y compris le Secrétaire du PCC de la province du Shaanxi) ont été licenciés.

Le Président XI a souligné que les cadres dirigeants du Shaanxi devaient tirer les leçons de cette infraction et qu'il ne fallait surtout pas « retomber dans l'ornière du chariot renversé ».

Pour mémoire, le Ministère de la transition écologique et solidaire a signé en janvier 2018 avec la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) un arrangement administratif sur les parcs nationaux en Chine. Cet arrangement a été complété par un accord entre l'Administration nationale des forêts et des prairies (NFGA) et l'Office français de la biodiversité (OFB), signé en novembre 2019 lors de la visite du Président de la République en Chine.

Pollution et accident industriels : explosion dans une usine chimique à Lianyungang dans la province du Jiangsu le 21 avril

Une explosion dans une usine chimique de *Jiangsu Lianyungang Hongxing Abrasive Materials Co., Ltd* le 21 avril 2020 a été perçue par des habitants qui ont entendu plusieurs détonations et senti une forte odeur de cuir brûlé. Selon une annonce de la municipalité de Lianyungang, cette explosion due à un incendie n'a provoqué aucun mort ou blessé. La presse chinoise évoque des conflits d'intérêts dans la gestion de l'entreprise responsable de l'explosion.

En mars 2019, une explosion dans une usine de *Jiangsu Tianjiayi Chemicals*, située dans un parc industriel non loin de Lianyungang, avait provoqué la mort de 78 personnes et fait 76 blessés. En 2016 et 2017, plusieurs explosions avaient déjà eu lieu dans des parcs industriels à Lianyungang. Selon *The*



Beijing News, la province du Jiangsu (Est de la Chine, au Nord de Shanghai) abrite près de 10 % des entreprises chimiques chinoises.

Energie : accélération des projets d'infrastructures de stockage de gaz naturel

La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC), le Ministère des finances (MoF), le Ministère des ressources naturelles (MNR), le Ministère de l'habitat et du développement urbain-rural (MoHURD) et l'Administration nationale de l'énergie (NEA) viennent de publier une circulaire enjoignant la construction de nouvelles infrastructures de stockage de gaz naturel. La circulaire propose une dizaine de mesures pratiques dans ce but. Dans le détail, les provinces sont incitées à renforcer la planification d'infrastructures de stockage, en particulier dans les zones les plus consommatrices de gaz naturel. Par ailleurs une amélioration des procédures administratives, un allègement des mesures fiscales et une mise en place d'outils financiers dédiés (financement jusqu'à 30 % du coût des projets) devraient faciliter l'établissement de nouveaux sites de stockage. En outre, la circulaire incite à la construction d'un système de marché d'échange des produits, notamment en capitalisant sur les plateformes d'échange d'hydrocarbures de Shanghai et de Chongqing.

Pour mémoire, la Chine possède actuellement 26 infrastructures de stockage de gaz pour une capacité totale de 14 Mds m³ et 22 terminaux de regazéification d'une capacité totale de 9,1 millions m³. La consommation de gaz naturel a été d'env. 282 Mds de m³ en 2018. A titre de comparaison, les capacités françaises de stockage sont de 11,7 Mds m³.

[Voir la circulaire d'accélération des projets d'infrastructures de gaz naturel](#)

Energie : premier approvisionnement de GNL des Etats-Unis vers la Chine depuis la signature de la phase I de l'accord commercial sino-américain

Quatre navires transportant du gaz naturel liquéfié (GNL) américain sont actuellement en route vers le port de Tianjin. Ces navires, d'une capacité totale d'environ 670 000 m³, vont atteindre leur destination dans quelques semaines. Ils devraient livrer, entre autres, à CNOOC et Sinopec. Il s'agira de la première livraison de gaz naturel américain en Chine depuis mars 2019.

Pour mémoire, la phase I de l'accord commercial sino-américain, signée le 15 janvier 2020, prévoit l'achat par la Chine de 18,5 Mds USD d'hydrocarbures (gaz naturel entre autres). Les prix de gaz naturel mondiaux connaissent une forte chute depuis janvier 2020 (-17 % sur le marché américain du *Henry Hub* de début janvier à mi-avril).

Retour au sommaire ([ici](#))

ACTUALITES REGIONALES

Shanghai : annonce des résultats économiques au T1-2020

Conjoncture : au T1-2020, Shanghai enregistre un PIB de 785,7 Mds CNY en recul de -6,7 % en g.a. Au T4 2019, la municipalité affichait une croissance de 5,9 %. Les secteurs primaire et secondaire sont similairement impactés, avec une baisse de -18,2 % et -18,1 % respectivement en g.a. Le secteur tertiaire est relativement épargné avec un repli de -2,7 %, porté notamment par la croissance des secteurs liés au numérique et à la santé. Les investissements dans le secteur secondaire ont augmenté de +2,3 % en g.a, ont baissé de -11,3 % dans le secteur tertiaire, et ont enregistré une chute de -19,5 % dans les infrastructures urbaines et de -8,2 % dans le développement immobilier.

Consommation : au T1-2020, le marché de la consommation a fortement diminué, le total des ventes au détail des biens de consommation atteignant 306 Mds CNY, une baisse de -20,4 % en g.a. Les ventes au détail de l'industrie de l'hébergement et de la restauration ont fortement chuté de -42,4 %. Concernant le commerce en ligne, la vente au détail de biens de consommation en ligne a augmenté de +4,4 % (54,3 Mds CNY) par rapport au T1-2019, comptabilisant 17,7 % des ventes totales. Le volume de transactions des achats en ligne a atteint 134,3 Mds CNY, soit une augmentation de 19,1 % en g.a.

Industrie : Au T1 2020, la valeur totale de la production des industries au-dessus de la taille désignée a chuté de -17,4 % (644,5 Mds CNY) en g.a. La valeur totale de la production des industries stratégiques émergentes (nouvelle génération de technologies de l'information, véhicules à énergie nouvelle, smart phones, robots industriels, etc.) connaît une moindre baisse à -3,6 % (224,5 Mds CNY).

International : selon le département des douanes de Shanghai, au T1 2020 le volume total des importations et exportations de marchandises a chuté de -4 % (756,1 Mds CNY). Les exportations ont baissé à -7,3 % (292,4 Mds CNY), les importations enregistrant un moindre recul à -1,7 % (463,7 Mds CNY). Les investissements directs à l'étranger (IDE) ont augmenté de +4,5 % (4,66 Mds USD).

Zhejiang : annonce de plans provinciaux et grands projets pour le développement des transports

Le 17 avril, le comité du parti du Zhejiang et le gouvernement provincial ont publié un plan et son avis de mise en œuvre pour le développement du réseau des transports d'ici 2035. Parmi les objectifs notables du plan provincial sont annoncés la construction de 12 nouvelles grandes lignes ferroviaires reliant le Zhejiang aux provinces suivantes : le Jiangsu, l'Anhui, le Guangdong, le Hubei, le Fujian et Shanghai. Les ports de Ningbo Zhoushan et Jiaying feront l'objet de modernisations de leurs infrastructures pour accommoder en particulier les produits pétroliers et énergétiques. Le plan prévoit l'extension du réseau de navigation fluvial intérieur et la construction de plusieurs aéroports (cargo et civil confondus). La proportion des déplacements verts urbains sera de 80 %, et les habitants pourront bénéficier de correspondances, temps de trajet et de conditions d'accès optimisés. Dans ce cadre, plusieurs grands projets d'infrastructures sont annoncés, dont la ligne de train à suspension magnétique Shanghai-Hangzhou avec un investissement de 100 Mds CNY, qui relirait les 175 km séparant les deux villes en 20 minutes avec une vitesse théorique de 600 km/h. Deux autres projets incarnent l'ambition du Zhejiang dans les transports : la ligne de train à grande vitesse côtière, représentant un investissement de 130 Mds CNY, et le centre de transport de l'aéroport de Xiaoshan (Hangzhou) avec un investissement de 160 Mds CNY.



La province du Jiangsu a également publié un plan le 16 avril pour son réseau de transport. Il vise à transformer la province en une plateforme multimodale de transports de haut niveau d'ici 2035 et à renforcer la position au niveau mondial de ses aéroports civils.

La province de l'Anhui a annoncé le 17 avril un investissement annuel de 40 Mds CNY dans le ferroviaire, notamment pour débiter la construction de 760 km de nouvelles lignes dont 719 km de train à grande vitesse. En 2019, l'investissement ferroviaire total de la province avoisinait 34 Mds CNY.

[Lire la publication officielle](#) – Zhejiang

[Lire la publication officielle](#) – Jiangsu

[Lire l'article Anhui Wang](#) – Anhui

Hubei : le Covid19 provoque une chute de de la croissance de -39,2% au T1-2020.

Selon un communiqué du bureau d'économie et de l'information du Hubei publié le 20 avril, la mise à l'arrêt de l'économie de la province et les perturbations sur les circuits logistiques en lien avec le confinement de la province (mis en place à partir du 23 janvier et levé progressivement à partir de la fin mars) ont eu pour conséquence une contraction d'une ampleur inédite de la croissance du PIB. Dans le détail, les investissements en actifs fixes ont chuté de -82% en glissement annuel, les ventes de détail de -44,9% et les exportations de -20,9%. Les importations ont mieux résisté, avec une hausse de +11,1%. Les investissements étrangers ont pour leur part chuté de -96,3% en glissement annuel. L'évolution du taux de chômage n'a pas été rendue publique. Le revenu disponible par habitant urbain a connu un repli de -11,8%, le revenu disponible par habitant rural de -10,2%. Malgré cette chute de pouvoir d'achat, les autorités du Hubei semblent miser, en sus d'un investissement dans les infrastructures et du soutien aux PME (chiffré à 60 Mds CNY soit 7,9 Mds EUR), sur le soutien à la consommation pour relancer l'économie. La municipalité de Wuhan a ainsi annoncé l'émission de coupons à travers l'application de messagerie WeChat pour une valeur totale de 2,3 Mds CNY (302 M EUR).

Hunan : la crise liée au coronavirus provoque un repli de la croissance du PIB de -1,9% en glissement annuel au T1-2020.

D'après les données publiées le 20 avril par le bureau des statistiques du Hunan, la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier a chuté de -2,1% en glissement annuel, les investissements en actifs fixes accusent un repli de -2% sur la même période. Le repli des ventes de détail est plus significatif, à -11,5%. En revanche, le gouvernement annonce une hausse du nombre d'emplois urbains créés de 145 300 ainsi qu'une hausse du revenu disponible : +1,5% en moyenne pour les détenteurs d'un Hukou urbain et +2,9% pour les détenteurs d'un Hukou rural. Les investissements étrangers auraient augmenté de +6,9% pour s'établir à 4,7 Mds CNY (615 M EUR).

Jiangxi : contraction de la croissance du PIB de -3,8% au T1-2020

Selon les données publiées le 21 avril par le Bureau des statistiques de la province les investissements en actifs fixes accusent un repli de 4,3% en glissement annuel. La chute des ventes de détail est plus importante encore, à -11,9%. En revanche les exportations et importations ont connu des hausses de +15,7% et +11,6% respectivement. Le revenu disponible par habitant urbain aurait augmenté de +2,4%, le revenu disponible par habitant rural de +4,6%. Pour mémoire, le PIB de la province du Jiangxi représente 2,6% du PIB national.

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

HONG KONG

- Politique monétaire

Suite aux opérations de carry trade vers Hong Kong, du fait du différentiel de taux entre le LIBOR et le HIBOR, le HKD a atteint son niveau maximal depuis 2015 et a franchi le 21 avril la limite haute de la bande de fluctuation (7,75-8,85) dans laquelle il évolue par rapport à l'USD. La HKMA est intervenue sur les marchés les 21 et 22 avril (achat de 560 M USD).

La HKMA a lancé le 22 avril une facilité temporaire de liquidité en USD à destination des banques, du 6 mai au 30 septembre 2020 doté à ce stade de 10 Mds USD. La HKMA a par ailleurs réduit la taille des 4 prochaines émissions hebdomadaires de l'Exchange Fund de 2,6 Mds USD afin d'augmenter la liquidité interbancaire.

- Soutien aux PME

L'autorité monétaire de Hong Kong (HKMA) a demandé aux 162 banques de Hong Kong d'étendre du 1^{er} mai au 31 octobre le délai de remboursement des prêts aux PME. Les PME ayant des emprunts de plus courte durée bénéficieront d'un délai de 3 mois.

Dans le cadre des garanties à 100% des prêts délivrés aux PME par les banques hongkongaises, la HKMA a doublé le montant maximum du prêt par entreprise à 520 000 USD et le moratoire sur le principal est étendu aux 12 premiers mois (contre 6 mois). 6,5 Mds USD sont prévus pour ces garanties de prêts.

- Economie & Finance

Fitch a abaissé le 20 avril la notation souveraine de Hong Kong de AA à AA- avec perspective stable. L'agence cite l'impact du covid-19, les troubles politiques et sociaux, ainsi que l'intégration croissante de Hong Kong dans le système de gouvernance chinois et son exposition économique et financière à la Chine, pour justifier un alignement plus étroit de leurs notations respectives.

Le taux de chômage atteint 4,2% pour la période janvier-mars (contre 3,7% au cours de la période précédente), son plus haut niveau en 9 ans. Plus de 28 000 personnes ont perdu leur emploi entre janvier et mars. Le taux de chômage s'était maintenu à 2,8% entre avril 2018 et juin 2019.

Le débat parlementaire sur le budget 2020-21 a débuté avec un appel du camp pro-establishment à réfléchir à l'idée de l'introduction d'une TVA et un appel du camp pro-démocrate à renoncer aux projets de construction trop coûteux, alors que le déficit budgétaire pourrait atteindre 35,7 Mds USD.

L'Indice Hang Seng a reculé de 2% au cours de la semaine, les sous-indices finance, énergies, immobilier et commerce/industrie chutant de 2,4%, 2,2%, 3,3% et 1,7% respectivement, dans un climat d'attente des résultats du 1^{er} trimestre.

- Fintech & cryptomonnaie

La SFC approuve le 20 avril le premier fonds indicel Bitcoin dédié aux investisseurs institutionnels : Arrano Capital, la branche d'investissement spécialisée dans la blockchain de Venture Smart Asia a lancé le premier fonds en crypto-monnaies réglementé de Hong Kong avec une taille cible de 100 M USD la première année. Elle offrira la possibilité aux investisseurs institutionnels d'investir dans le



Bitcoin. Arrano prévoit de lancer plus tard en 2020 un second fonds indexé sur un panier de cryptomonnaies.

Airwallex, une Fintech de paiements transfrontaliers originaire de Melbourne, en Australie, et basée à Hong Kong, a levé le 16 avril 2020 160 M USD dans le cadre d'un financement de série D. Ce tour de table, qui a valorisé la société à 1,8 Mds USD, et qui porte la levée de fonds totale depuis sa création en 2015 à plus de 360 M USD, a été souscrite par ANZi Ventures et Salesforce Ventures avec la participation des investisseurs DST Global, Tencent, Sequoia Capital China, Hillhouse Capital et Horizons Ventures.

OneDegree obtient le 15 avril une licence d'assurance virtuelle pour proposer une assurance par le biais d'une plate-forme entièrement numérique. Cette licence d'assurance virtuelle est accordée dans le cadre du programme "Fast Track" de la HKIA lancé en 2017.

MACAO

Selon Fitch dans son dernier rapport publié le 20 avril, l'économie de Macao se contractera de -24% en 2020 en raison de l'épidémie. L'agence a maintenu la notation de Macao à «AA» avec une perspective négative. Fitch prévoit une baisse des revenus bruts de jeux de - 40%, après une contraction de -4,7% en 2019. Les prévisions reposent sur l'hypothèse d'un contrôle de la pandémie au deuxième semestre de 2020. Fitch prévoit une croissance du PIB de +12,6% en 2021.

Après un excédent budgétaire de 6,4 Mds USD en 2019, le budget révisé de Macao pour 2020 prévoit le **premier déficit depuis la rétrocession, à -4,9 Mds USD** en raison de la diminution attendue des revenus des jeux ainsi que de la hausse des dépenses de relance de l'économie.

L'indice des prix à la consommation de Macao a augmenté en mars de +2,47% en g.a. à 103,30. L'IPC moyen du premier trimestre 2020 (103,46) a augmenté de +2,59% en g.a.. L'indice des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées a augmenté en particulier de +5,43% et les dépenses d'éducation de +5,14%, tandis que la communication a baissé de -8,89% et les vêtements et chaussures de -4,43%.

TAIWAN

Export : hausse inespérée des commandes au mois de mars

Selon le [ministère de l'économie taïwanais](#) (MOEA), les demandes d'export, contre toute attente, se sont établies à 40,3 Mds USD en mars 2020, soit une hausse annuelle de 4,3% par rapport à mars 2019. Si ces résultats témoignent de la reprise de l'activité en Chine et d'une demande dynamique de [produits électroniques et informatiques](#) (composants 5G, notebook...), néanmoins, les autorités tablent sur une baisse notable pour le mois d'avril entre 6,3 et 10,3% (33,8 à 35,3 Mds USD), en raison de la détérioration de la situation épidémique dans le reste du monde.

Marché de l'assurance santé privée : hausse des polices « spillover » de plus de 340%

Malgré une baisse des ventes de polices d'assurance de près de 38% au T1 2020 par rapport à 2019, on observe, parallèlement à l'épidémie de coronavirus, un engouement des Taïwanais pour des polices de santé « [spillover](#) » (+342%) à près de 300 M TWD (9 M EUR), produits qui permettent aux assurés d'élargir leur couverture santé via un système de bonus corrélé à des exercices physiques et à des examens de santé réguliers.

Coronavirus : les services de restauration et les grands magasins fortement impactés

Les résultats des services de restauration et des grands magasins ont été fortement impactés par l'épidémie au mois de mars 2020. Selon [l'Economic Daily News](#) du 24 avril, qui reprend un [communiqué](#) du ministère de l'économie, ils accusent une baisse de leurs revenus annuels de plus de 20%. La restauration enregistre ainsi des pertes de l'ordre de 1,53 Mds de TWD (46 M EUR) pour atteindre 5,19 Mds de TWD (156 M EUR), soit la plus forte baisse au mois de mars depuis 5 ans (-21%). Les grands magasins perdent quant à eux 5,3 Mds TWD (160 M EUR) pour atteindre 19,3 Mds de TWD (582 M EUR), soit la plus forte baisse jamais enregistrée jusqu'ici (-21.6%).

MONGOLIE

La Banque de Mongolie revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2020.

La Banque centrale prévoit une contraction de la croissance économique durant la première partie de l'année 2020, avant une reprise qui devrait porter la croissance à 1,8% sur l'année 2020. Le Fonds Monétaire International envisage une croissance annuelle de l'ordre de 1% contre 2,1% selon les prévisions de la Banque Asiatique de Développement.

Ces réévaluations des perspectives de croissance s'inscrivent dans le cadre de la contraction généralisée des différents indicateurs macro-économiques. Selon la Banque Mondiale, la production industrielle a diminué de 19% dans le Q1 de l'année 2020 (comparé à la même période en 2019), la production minière de 13%, la perception des recettes de l'Etat de 9,1% (la perte de revenu pour l'Etat est estimé à environ 334 MEUR sur l'année, ce qui représente 2,7% du PIB). En parallèle, le taux de chômage qui était en déclin constant depuis 2016 est passé de 8 à 10% dans le dernier quartile (+1,2% entre février et mars).

1 Md USD d'intervention : la Banque centrale intensifie sa politique de stabilisation du MNT

Depuis le début de l'année 2020, la Banque de Mongolie est intervenue à hauteur de 944,2 MUSD (en date du 22 avril) afin de stabiliser les cours du Tugrik mongol. Plus de 167 MUSD ont été utilisés en avril seulement, ce qui fait craindre que la Mongolie n'épuise trop rapidement les réserves en devises étrangères que le pays s'évertue à consolider depuis 2017 (ces dernières avoisinant actuellement les 4,1 Mds USD).

Alors que la Banque de Mongolie intensifie ses interventions, deux échéances de dette devraient mobiliser une part conséquente des ressources accumulées :

- Le remboursement de 500 MUSD de bons émis le 19 mai 2015 par la Trade and Development Bank en 2015, garantis par l'Etat. La TDB n'étant pas en mesure de rembourser l'entièreté de cette dette, la Banque centrale se trouvera dans l'obligation d'intervenir.
- L'arrivée à maturation de la ligne de crédit SWAP entre la Banque de Mongolie et la *People's Bank of China* en août 2020, qui impliquerait un remboursement de 15 Mds RMB. Si les discussions relatives à une nouvelle extension semblent avoir avancées de manière positive suite à la visite du Président Kh. Battulga à Pékin en février, aucune annonce officielle n'a été faite à ce jour.

L'ensemble des dettes de la Mongolie avoisinent les 30,7 Mds USD (environ 230% du PIB), dont 7,7 Mds USD sont des dettes publiques.

Une exemption du paiement des charges sociales pour six mois accordée pour 99,9% des entités.

Le Ministre du travail et de la protection sociale S. Chinzorig a annoncé la décision du conseil des ministres d'exempter du paiement des charges sociales l'ensemble des entités dont les revenus ont diminués en raison du Covid19. Le Ministre des Finances Ch. Khurelbaatar a précisé que cette exemption couvrira 108 000 organisations (entreprises privées, ONG, universités publiques et privées et travailleurs indépendants). Seules les sociétés exploitant des mines d'or ne bénéficieront pas de cette mesure en raison de l'augmentation des cours de l'or sur les marchés mondiaux durant la crise.



du Covid19. Le gouvernement prendra à sa charge le paiement des cotisations sociales pour les employeurs et employés jusqu'au 1^{er} octobre 2020 et remboursera les cotisations payées durant le mois d'avril.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei, antenne du SER de Pékin à Oulan Bator

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PĒKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Antoine Moisson, Antoine Bernez, Lianyi Xu, Dominique Grass, Maxime Sabourin, Paule de la Poype, Odile Huang, Hugo Debroise, Julie Hervé, Rodolphe Girault

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Pierre Martin, Jean-Philippe Dufour, Raphaël Pequignot, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet

